

**Passage de flambeau
de May Abdulhak à
Christiane Delplace** 1

**Appel du Président
Patrice Mouchon**
*Plaidoyer pour l'ouverture d'un
réel processus de médiation
en Syrie* 2

Contributions

• **Christian Lochon**
*Eléments culturels syriens
dans la presse française* 4

• **Père Michel Lelong**
*La France, la Syrie
et la Palestine* 6

• **Didier Destremau**
La question kurde en Syrie 7

**Quelques rencontres et
colloques de ces derniers
mois** 9

**Dîner annuel du
1er octobre 2016** 11

A lire 11

Dernière minute 12

A la suite de la démission de May Abdulhak du Conseil d'Administration, mais qui reste une fidèle adhérente et notre amie, j'ai accepté de prendre en charge la rédaction de la Lettre de l'association d'Amitié France – Syrie. Cette prise en charge sera également fonction de la réponse des adhérents à ma demande de collaboration de ces derniers. En effet, j'aimerais que cette Lettre devienne un lieu d'échanges et d'informations ouvert à tous. Les seules limites sont celles liées, d'une part, à une certaine brièveté des textes soumis à la rédaction, permettant à un nombre plus important de personnes d'intervenir, et d'autre part, au respect des personnes et des opinions de tous, à l'exclusion de toute hostilité. Chaque prise de position exprimée restera l'expression de son auteur, sans que la rédaction n'en soit considérée comme solidaire. Afin d'éviter toute décision arbitraire, Didier Destremau a proposé de s'associer à ce travail de rédaction qui devrait couvrir plusieurs champs d'enquêtes. Notre but essentiel est d'oeuvrer en faveur de l'amitié entre les Syriens et les Français, et entre les Syriens eux-mêmes.



Image du Gebel Druze en mai 2009

Plaidoyer pour l'ouverture d'un réel processus de médiation en Syrie par le Président de l'AFS, Patrice Mouchon*

C'est au cœur même de l'Eglise que le terrorisme a frappé en France, comme il a frappé encore plus durement en Syrie d'une manière indiscriminée, les communautés chrétiennes et musulmanes.

Cependant, nous ne manquons pas de nous interroger sur les raisons pour lesquelles le Peuple français, s'est si bien mobilisé encore une fois, contre les actes terroristes de 2014 et 2015, mais qui n'a pas autant manifesté lors des massacres en Syrie depuis plus de cinq ans commis par toutes les parties en présence !

Par toutes les parties, nous entendons le Gouvernement syrien qui porte une grande responsabilité, mais également les nombreux groupes terroristes y compris les rebelles dits « modérés », s'il en existe encore, alors qu'il ne fait pas de doute pour les observateurs sérieux, qu'ils sont considérés à juste titre comme tels par la communauté internationale, pour avoir partie liée avec des groupes djihadistes.

La neutralité qui caractérise la doctrine de notre Association n'empêche pas une critique lucide de la situation.

L'ensemble des spécialistes et des dirigeants politiques sérieux s'accordent à reconnaître, qu'il n'y aura pas d'issue du conflit en Syrie par la guerre.

Or, les différentes parties en présence continuent à faire la guerre d'une manière particulièrement cruelle et alors que les puissances occidentales et orientales y contribuent, à n'en point douter.

Nous avons maintes fois appelé à la cohérence des politiques internationales menées par les grandes puissances et les puissances régionales, mais également les belligérants eux-mêmes.

Si ces puissances et les parties en cause mettaient autant d'énergie pour faire la paix qu'ils mettent

pour faire la guerre, il y aurait bien longtemps qu'une solution aurait été trouvée pour arrêter le conflit, en tout cas, entre les forces régulières syriennes et les opposants armés non djihadistes. Seuls les Russes, les Iraniens et le Hezbollah parlent avec Bachar El Assad, pourquoi leur laisser cet avantage stratégique ? pourquoi ne pas reprendre la main et parler directement avec lui et son Gouvernement, ainsi qu'avec ces mêmes Russes et Iraniens pour tenter de trouver une solution commune au conflit.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et la Syrie permettrait de dialoguer, ce dont cette crise manque cruellement.

Ce dialogue est fondamental pour comprendre la réelle position de chacun, ce qui éviterait de se perdre en accusations et en interprétations hasardeuses.

Il serait important de faire la différence entre ceux qui veulent faire la paix et entamer la reconstruction du pays, pour épargner le peuple syrien dont nombre d'entre eux risquent d'être massacrés.

Un tel positionnement permettrait de lutter contre le terrorisme d'une manière plus ordonnée et sortir ainsi, d'une certaine ambiguïté.

L'ambiguïté et le jeu à plusieurs bandes mènent toujours à plus de drames.

Les grandes puissances s'honoreraient de sortir de leur propre ambiguïté et les puissances régionales seraient mises au pied du mur, car il ne faut pas s'y tromper, les Syriens et les Français sont victimes de cette ambiguïté mortifère.

Au nom de l'amitié séculaire entre la France et la Syrie et en tant que défenseur de cette amitié, nous appelons à un sursaut, une rupture avec les politiques dogmatiques et la reprise du dialogue

direct, pour mener à un processus de médiation digne de ce nom.

Le Docteur Elias Lahham, Président du Forum National Syrien, nous rappelait à juste titre, lors de son dernier séjour en France que, sur les 2 millions de chrétiens que comptait la Syrie, il n'en reste plus qu'environ 400.000 dans la zone contrôlée par les autorités de Damas et que dans cette zone, environ 12 millions de Syriens y vivent à majorité musulmane sunnite, protégés par le Gouvernement du Président Bachar Al Assad.

Cependant tous les jours tombent sur Damas des obus tirés par des rebelles djihadistes ou non, qui font des victimes d'une manière indiscriminée.

La vie continue à être difficile pour les Damascènes et les Syriens de toute la Syrie, sans parler des atrocités qui se passent à Alep.

Les Syriens d'Alep-Est ne sont pas tous des terroristes mais ils continuent à mourir sous les bombes. Ces bombes lorsqu'elles ne tuent pas ne font que souder un peu plus chaque jours ces Syriens avec les djihadistes du Front Fateh al-Cham (ex : Front al-Nosra la branche syrienne d'Al-Qaida) ce qui aura des conséquences sur le processus de médiation et sur les négociations de paix.

La médiation, en tant qu'instrument diplomatique de règlement des conflits, a connu depuis la fin de la guerre froide un renouveau en lien avec les transformations de l'ordre international.

Il est cependant à déplorer que ce processus de médiation reste encore embryonnaire, qui serait pour certains, l'instrument des faibles qui auront choisi le « soft power », alors qu'il est clair que c'est le seul moyen digne de faire la paix.

La France, dotée des instruments de la puissance, ne semble pas avoir ressenti le besoin de s'investir dans ce processus.

Or la France, ancienne puissance mandataire, aurait pu jouer un rôle majeur dans un tel

processus de médiation, montrant aux yeux du monde, qu'il existe pour le pays des droits de l'homme, une autre voie que celle de la guerre alors et surtout que ses alliances n'apportent pas les démonstrations de la cohérence par rapport à nos fondamentaux démocratiques.

Alors, la France peut-elle jouer encore un rôle pour enclencher de façon déterminée ce processus de médiation en coordination avec les Nations unies, les Etats-Unis et la Russie ?

Pourquoi se satisfaire de la rupture des pourparlers à Genève dans le cadre des négociations menées par Staffan de Mistura ?

Une médiation neutre et indépendante se doit d'entreprendre toute démarche, afin que le dialogue ne soit pas rompu.

Alors reprenons au plus vite le chemin de la table des négociations et que les belligérants entrent véritablement dans ce processus de médiation.

La France pourrait jouer un rôle moteur dans une vraie médiation, même si elle a été marginalisée par les Russes et par les Américains. Nous voulons encore y croire.

Les Alépins, et tous les Syriens en général, attendent que l'on redouble d'effort pour mettre fin à ces massacres.

Cette guerre est insupportable, cette guerre n'a pas de sens, il faut s'employer à l'arrêter au plus vite.

Assez de guerre et de souffrance en Syrie !

Car ne nous y trompons pas pour que la guerre contre les djihadistes takfiristes qui menace le monde soit efficace, il faut une Syrie pacifiée entre toutes les composantes de la société syrienne.

Il est urgent d'agir pour la paix.

*Mise à jour de l'article publié sur notre site le 19 août 2016

Contributions

Eléments culturels syriens dans la presse française, Christian Lochon

La presse internationale parle beaucoup des événements dramatiques qui se déroulent depuis cinq ans en Syrie évoquant les combats urbains, les bombardements incessants, les forces nationales et internationales qui s'affrontent comme dans l'Espagne de 1936. L'exode de plusieurs millions de citoyens syriens vers les pays voisins, l'Europe et les autres continents est dramatique. Le grand public apprend chaque jour les noms des villes et des provinces du pays, qui n'avait jamais été autant connu, à cause des actes criminels qui massacrent les habitants et détruisent aussi les monuments de villes antiques prestigieuses comme Palmyre, historiques comme Alep, Damas ou Homs.

Mais la presse dévoile aussi ce qui revivra après cette terrible guerre, à savoir la culture d'un pays que beaucoup considèrent comme le berceau de la civilisation méditerranéenne ; aussi, devons-nous nous attacher à consulter les articles parus dans la presse quotidienne française. Il s'agit de reportages sur des manifestations culturelles, d'études historiques et ethnographiques, des points de vue politiques de différents analystes syriens et c'est cela qui est important. La Syrie n'est pas seulement présentée comme un champ de batailles mais comme un espace où souffle l'esprit.

Dans un article du *Figaro* (21/09/15) consacré à *Ces Syriens que la France adopte*, Marie-Amélie Lombard-Latune cite Gilles Kepel qui rappelle que « L'émigration syrienne en France remonte à plusieurs générations... Elle a longtemps concerné les classes urbaines souvent francophones... Mais désormais tout le monde fuit ». Elisabeth Longuenesse qui dirigea

le Département des études contemporaines de l'Institut Français du Proche Orient de Beyrouth et qui anime l'Association Alwan d'aide aux enfants syriens constate donc que « le premier obstacle à surmonter est la barrière de la langue » ; ce à quoi s'implique également Ayyam Sureau, fondatrice de l'Association Pierre Claver.

Sans quitter leur pays, des volontaires syriens luttent pour maintenir un niveau culturel auprès des jeunes générations. Delphine Minoui dans *Le Figaro* du 05/02/2016, décrit l'ouverture d'une bibliothèque souterraine de 12 000 volumes récupérés dans les maisons en ruines de Deraya (250 000 habitants en 2011, 12 000 aujourd'hui), dans la banlieue damascène, ville tenue par l'ALS et des milices islamistes. Il n'y a plus d'établissements scolaires ; cette bibliothèque, page d'espoir, sert aux scolaires et aux étudiants qui participent à la lutte armée.

Le médecin-écrivain Yassin Al Haj Saleh, qui fut prisonnier politique en Syrie de 1980 à 1996, vit depuis 2011 dans la clandestinité entre la Turquie et la Syrie ; le quotidien londonien *Al Quds Al Arabi* publie ses articles, parfois traduits dans *Le Courrier International* (cf. le Hors série de Février 2015), où il prend courageusement position pour la modernité et contre les courants takfiristes ; sur le site *Kebrit*, il défend régulièrement « toutes les religions et croyances des Syriens » proclamant « La diversité religieuse et confessionnelle de notre pays est une richesse ». Il a publié *La Question syrienne* (Sinbad Actes Sud 2015), recensé dans *Le Journal du Dimanche* du 15/05/2016. Autre penseur moderniste, Mohamed Chahrour, non connu en France mais que cite dans

une notice biographique de son bien utile dictionnaire *Changer l'islam* (Albin Michel 2013) Malek Chebel ; Chahrour démontre dans *Le Livre et le Coran une étude contemporaine* que l'interprétation traditionnelle du Coran déforme le message prophétique en négligeant l'étymologie et la cohérence interne du texte révélé. Le Dr Haytham Manna, exilé en France depuis 1978 et porte-parole du Comité de Coordination nationale pour un changement démocratique, avoue son adhésion à la philosophie mutazilite, courant de pensée rationaliste du IXe siècle dans un article de *La Croix* (14/04/2014) et plaidant pour « une renaissance politique protégée par une résistance civile engagée en faveur des libertés et des droits de l'homme. Farouk Mardam-Bey, qui dirigea le Théâtre des Nations situé dans l'immeuble parisien de l'Alliance française et actuellement les Editions Actes Sud, évoque dans *La Croix* (19/06/2015) comment le soulèvement en Syrie a réintroduit la politique et combien les écrivains y contribuent. Salam Kawakibi, descendant du penseur nationaliste alépin, Abderrahmane Al Kawakibi (1855-1902), chercheur en sciences politiques et directeur adjoint de l'Initiative des Réformes arabes, avait avec l'islamologue Rachid Benzine présenté une analyse des *Réformateurs musulmans* à l'Institut de la Civilisation islamique (Goutte d'Or, Paris), le 28 mai 2015. *La Croix* l'a interrogé (18/11/2015) sur la situation en Syrie. Suheir Atassi, membre du Haut Comié des négociations, donne son point de vue dans Les colonnes du *Monde* du 10/08/2016.

En France, le cinéaste Riad Sattouf, récompensé d'un César pour *Les beaux Gosses* issu d'une bande dessinée devenue célèbre, produit un deuxième film *Jacky* inspiré de Cendrillon où les hommes portent le voile et récurent la maison. Répondant à Mehdi Omaïs (*Métro* du 29/01/2014), le réalisateur qui a filmé en

décors réels en Géorgie stigmatise les régimes dictatoriaux. Des extraits de son album *L'Arabe du Futur 1* (Editions Allary) étaient parus dans le magazine hebdomadaire du *Parisien* (09/05/2014). La publication de son album *L'Arabe du Futur 2 Une Jeunesse au Moyen-Orient* (Editions Allary) fit l'objet de divers articles parus dans *Le Point* (11 juin 2015), *Télérama* (17/06/15). Autre auteur de BD, Hamid Sulaiman, né à Damas en 1996, a dû fuir en Allemagne en août 2011 après avoir filmé et dessiné les manifestants contre le Régime. Le 15 novembre 2015, il improvise avec sa compagne française une séance de « Baiser de la République », en écho à la photo de Doisneau, et qui, diffusé sur facebook, le fait connaître urbi et orbi. Il publie *Freedom Hospital* (Paris 2016) ou « hôpital de la liberté » où sont soignés les opposants au Régime, lieu privilégié de rencontres entre militants, médecins, activistes ; douze personnages (et non un personnage principal) y sont mis en scène, comme dans les romans de Naguib Mahfouz ou de Alaa Al Aswani. Malgré la tragédie exprimée par l'utilisation exclusive du noir et blanc, l'humour est constamment présent (cf. *La Croix* du 27/05/2016 et *Le Point* du 07/07/2016).

A Bordeaux, Iyad Kallas, ancien chef d'entreprise spécialisé dans l'informatique, a créé Radio Sourati (« Ma Syrie »), misant sur la culture enseignée aux adultes et aux enfants, et qui est écoutée par 300 000 habitants de sept cités syriennes (cf. *La Croix* du 09/12/2015). A Grenoble, le compositeur Zad Moultaqa a mis en musique des poèmes d'Adonis tirés d'*Al Kitab II* dans une traduction de Houria Abdelouahed sous le titre *Passion d'Adonis* dans le cadre du festival des Détours de Babel le 24 mars 2016 (cf. *La Croix* du 22/03/2016). Adonis (Ahmed Said Esber) a fait l'objet d'un interview de Yasmine Youssi dans lequel le poète s'interroge: « Qu'est-ce qu'une révolution qui

ne réclame pas la séparation entre le religieux et le culturel ? Cette rupture est essentielle pour aller vers l'avenir ». (*Télérama* du 17/02/2016). Egalement au théâtre, le metteur en scène Omar Abusaada a présenté au Gymnase Paul Gléra d'Avignon la pièce de Mohamed Al Attar *Alors que j'attendais*, qui raconte l'arrestation musclée d'un citoyen syrien à un check-point, aventure qui fait hélas partie du quotidien (cf. *L'Express* du 06/07/2016).

La guerre a malheureusement fait fuir les citoyens syriens de toutes classes. Avec surprise, les Parisiens ont découvert depuis avril 2014, des « Roms » de Syrie au nombre de 200, connus comme « Doms » en Syrie ou « Nawwar » au Liban, installées dans un parc de Saint-Ouen et qui revendiquent leur origine syrienne en se livrant à la mendicité. Ils vivaient en Syrie de l'élevage de moutons, de la vente de fleurs, de la danse et de la musique comme leurs congénères également d'origine indienne d'Istanbul. Il serait nécessaire que des Syriens de France, qui travaillent dans le médical ou le social, conseillent l'Association « Revivre » qui

mène une analyse de leur situation (cf. *La Croix* du 5 août 2016)

Ces quelques articles montrent bien que le public français s'intéresse à la Syrie et suit avec intérêt le message culturel qu'il continuera à porter au Bilad Echam lorsque cesseront les terribles épreuves d'un peuple courageux.

Éléments de bibliographie

Adonis ou Ahmed Said Esber (1930), *Violence et Islam Entretiens avec Houriya Abdelouahed*, Paris le Seuil 2010.

Aziz Al Azmeh (1947), *La Laïcité d'un point de vue différent*, Damas 1987.

Mohamed Chahrour (1938), *Le Livre et le Coran une lecture contemporaine*, Damas 1990.

Yassin Al Haj Saleh (1961), *A notre salut les Jeunes*, Londres Dar al Saqi.

Abou Alaaa Al Maari (979-1058), *L'Épître du Pardon*, Paris UNESCO 1985.

Ghada Al Samman, *Le Roman impossible*, Damas 1997.

Wafa Sultan, fondatrice du site féministe arabo-américain www.annaged.com

Samar Yazbek, *Les Portes du néant*, Paris Stock 2016.

La France, la Syrie et la Palestine, le Père Michel Lelong

Depuis quelques années, tandis que de graves événements se produisaient en plusieurs pays du Proche-Orient, la situation en Palestine a été trop oubliée. On sait pourtant qu'une paix véritable et durable ne pourra être rétablie dans cette région du monde tant qu'une solution équitable n'aura pas été apportée au conflit israélo-palestinien.

Comme les autres pays arabes, la Syrie a toujours soutenu la cause palestinienne. De son côté, depuis le Général de Gaulle et grâce à lui, la France a été un des pays européens qui a le plus et le mieux soutenu cette cause. De nos jours encore, elle continue à le faire, même si, depuis plusieurs années déjà, certains de nos

responsables politiques – de la majorité et de l'opposition – semblent avoir oublié la vision lucide et courageuse que le Général avait des relations internationales. C'est bien entendu, aux Palestiniens – et à eux seuls – qu'il appartient de décider ce que doit être leur Etat. Mais, dans le difficile contexte actuel, ils ont besoin du soutien de tous leurs amis, en particulier de leurs amis français et syriens.

A l'heure où j'écris ces lignes, on peut espérer que des relations politiques, économiques et culturelles seront bientôt rétablies entre Paris et Damas. La France et la Syrie pourront alors, de nouveau, unir leurs efforts et, avec tous les états

de l'Europe, du Maghreb et du Proche-Orient, apporter leur contribution à l'établissement de la justice, condition de la paix, dans toute la région et en particulier en Terre Sainte.

Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit religieux. Il est fondamentalement politique. Il concerne le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et il sera définitivement réglé, le jour où les résolutions de l'ONU seront enfin respectées par l'Etat d'Israël. Mais les religions sont impliquées dans ce conflit et elles le sont parfois pour le pire quand elles sont utilisées abusivement : quand le gouvernement israélien se réfère à la Bible pour mener une politique profondément injuste, quand des sectes dites « évangélistes » soutiennent des interventions militaires inacceptables, et quand certains

groupes musulmans se réclament de l'Islam en pratiquant le terrorisme.




Heureusement, en ce début du XXI^e siècle, en Europe et au Proche-Orient, les principales autorités religieuses unissent de plus en plus leurs voix pour rappeler qu'une véritable fidélité au message des Prophètes bibliques, à celui du Christ et à celui du Coran exige la recherche de la justice, condition de la paix et des nécessaires réconciliations.

En Syrie et en France, comme en Palestine, Chrétiens et Musulmans vivent et travaillent ensemble, et avec tous, croyants ou non. C'est là, parmi beaucoup d'autres, une des raisons pour lesquelles les relations entre Paris et Damas sont si importantes dans le contexte international d'aujourd'hui.

La question kurde en Syrie, Didier Destremau

Les Kurdes sont, on le sait, un des éléments majeurs de la population syrienne. En 2012, on estimait leur nombre à deux millions ¹, c'est à dire environ 10% de la nation alors que les arabes sunnites étaient 15 millions soit 64 %, les alaouites 20 % soit 4,5 millions d'individus, les chrétiens arabes, 10 % soit 2.3 millions d'individus et les Druzes un million soit 4%. On le sait aussi, ces chiffres doivent être complètement reconsidérés car l'immigration a touché toutes les franges de la population, mais on peut supposer que les proportions relatives sont demeurées plutôt en faveur des Kurdes car ils auraient moins émigré que les

¹ Dans les pays voisins, ils sont :

 Turquie	12 à 15 millions
 Iran	6 à 9,2 millions
 Irak	5 à 7 millions

En comptant ceux qui demeurent en Allemagne, en France et en Belgique notamment, on peut estimer le peuple kurde à 45 millions d'âmes.

autres composantes de la population. Ce qui est difficile à anticiper, en revanche est le retour de ces millions de réfugiés et, en conséquence l'impact que ce reflux aura sur ces pourcentages. La composante kurde reste importante de même que leur localisation au nord du pays longeant, pratiquement la frontière avec la Turquie. Tout autant que leur poids démographique, cet emplacement stratégique pour les deux pays joue un rôle considérable dans ce qu'on peut appeler le problème kurde. A ces deux facteurs, il est nécessaire d'adjoindre cet atout capital que représentent la valeur militaire, la volonté de résistance et l'organisation dont font preuve les partis qui les rassemblent.

En Turquie, les Kurdes sont aussi concentrés le long de cette frontière bien que nombreux sont ceux qui ont migré vers les grandes villes comme Istanbul ou Ankara. S'estimant brimés par le pouvoir turc, mobilisés par le PKK, ils

combattent depuis plusieurs décennies pour une reconnaissance et un plus juste traitement. L'irrédentisme kurde a suscité de nombreuses études et la possibilité voire la nécessité de permettre l'émergence d'une nation kurde avaient été plus qu'évoquées pendant les négociations de paix qui ont clos la première guerre mondiale. Adopté par le traité de Sèvres en 1920, supprimé sous la pression conjointe des alliés européens, mais surtout des Turcs de Mustapha Kémal lors du traité de Trianon, l'émergence d'une nation kurde avait été étouffée. Aujourd'hui certains pensent (à tort selon mon opinion...) que les Kurdes qui sont divisés entre quatre pays aspirent toujours à la création de cet Etat commun. Or, s'il s'avère que si ce rêve n'a pas totalement disparu des consciences les plus politisées dans ces quatre entités, cette aspiration n'est plus qu'un but très lointain qui ne concerne qu'à la marge la problématique actuelle que rencontre la région. Celle-ci a en effet un besoin urgent de paix, de stabilité et de démocratisation des mœurs politiques avant d'envisager de donner une patrie aux ethnies nombreuses qui la peuplent. Il convient, je crois en effet, d'évacuer d'ores et déjà cette crainte de voir les frontières internationales remises en question, ce qui ajouterait aux sujets les plus urgents une dimension presque planétaire : Car par contagion, la redéfinition des frontières concernerait alors tous les continents, et la communauté internationale a trop à faire pour se lancer dans un tel casse-tête. Pour l'heure, les dirigeants kurdes de Syrie, d'Irak et de Turquie n'aspirent qu'au respect de leurs spécificités et à une autonomie, la plus large possible certes, mais qui les maintiendrait dans le cadre étatique actuel. Ils savent parfaitement que depuis la chute de l'empire ottoman en 1920 et le traité de Sèvres, les quatre entités se sont éloignées les unes des autres, que différents courants internes les traversent et les divisent. Le peuple kurde

n'est pas un ensemble uniforme, que ce soit d'un point de vue linguistique ou d'un point de vue religieux. Les deux dialectes principaux de la langue kurde, langue d'origine indo-européenne et proche du persan, sont le kurmandji et le soranî. En Turquie, dans la région de Diyarbakir, les Kurdes parlent un troisième dialecte, le zazaki. Les difficultés de compréhension au sein du peuple kurde sont encore renforcées par le fait que le kurde s'écrit en caractères arabes en Irak et en Syrie, persan en Iran alors qu'il s'écrit en caractères latins en Turquie. Et par-dessus tout, la simple évocation d'un Etat kurde est un tel casus belli pour les capitales de la région (sans compter celles des grandes puissances), que ce serait ajouter de l'huile sur un feu déjà difficile à éteindre.

Alors quel est le problème kurde de nos jours ? Je pense que la clef de cette question réside dans les relations exécrables qui règnent entre Ankara et les Kurdes turcs. Le leadership turc rejette avec la plus grande énergie l'idée d'un système fédéral au sein duquel pourrait respirer sa province kurde. Les exemples que pourraient fournir à ces 15 millions de Kurdes turcs, les libéralités octroyées par les dirigeants syriens, irakiens voire iraniens provoquent des frissons d'effroi à Ankara qui redoute l'effet de dominos sur ses propres Kurdes. Dès lors, le pouvoir en Turquie s'ingénie à intervenir partout où il croit que se déroulerait un processus qui favoriserait ce concept. En d'autres termes, le gouvernement turc divise pour régner, interférant au Kurdistan irakien en soutenant le PDK de Barzani contre le parti UPK dirigé par Talabani, tout comme il combat tout projet de continuité territoriale voulue par le PYD syrien dans les zones longeant ses frontières méridionales. Et il est légitime de penser que les bonnes relations qui s'instaurent depuis peu entre Ankara et Téhéran visent grandement le contrôle étroit des kurdes iraniens.

Pour en revenir aux Kurdes syriens, cette continuité qu'ils recherchent au nord du pays remet en cause la campagne d'arabisation menée par le parti Baas depuis des décennies et donc l'oppose à Damas. Sans être spécifiquement soutenue par Washington, cette stratégie d'unité territoriale est implicitement incluse dans l'appui démesuré au regard de leur importance nationale qu'apportent les Américains aux combattants kurdes qui sont considérés comme le meilleur rempart contre l'Etat islamique. Sans que Washington l'ait souhaité, ce potentiel militaire dispensé au PYD est en effet partiellement

utilisé à créer cette zone kurde que rejettent à la fois Ankara et Damas.

Et, paradoxalement, Ankara et Damas se retrouvent sur cette ligne rouge qui exclue d'octroyer aux Kurdes de leurs pays respectifs une autonomie qu'ils entendent comme un prélude à l'indépendance, et, partant, un territoire trop homogène leur donnant des cartes pour s'autogérer.

Si le Moyen Orient reste compliqué, la question kurde l'est au moins autant que le problème palestinien.

Rencontres et colloques

Le 11 mars 2016, s'est tenu au Sénat, un colloque intitulé *Détruire l'Etat islamique, et après ?*

Les conditions d'un retour à la paix au Moyen-Orient, s'articulant en deux parties. La première « Quelles dynamiques de reconstitution face à l'éclatement du Moyen-Orient ? » s'organisait en deux tables rondes centrées sur les acteurs géopolitiques régionaux et internationaux, et, sur les acteurs internes du conflit. La seconde partie « Comment favoriser les processus de réconciliation ? », ici aussi organisée en deux tables-rondes portant, l'une, sur les leçons à tirer des retours d'expérience, tandis que l'autre abordait le rôle du religieux.

Ce colloque fut accueilli par un public nombreux et participatif.

Les 7 et 8 avril 2016 : *Colloque URBICIDE* à l'Université IUAV de Venise, Palazzo Badoer. Organisé à l'École Doctorale, par Jacopo Galli, Wesam Asali & Jorge Lobos, sous la direction de Benno Albrecht. Interventions de Sultan Barakat (U.York), Alexy Karenovska (U.Oxford), Jorge Lobos (Copenhague), Nasser Rabbat (MIT),

Salma Damluji (A.U. Beirut), Monica Centanni (Iuav Venezia), Manar Hammad (Paris), Paolo Fabbri (Roma), Farrok Derakhshani (Aga Khan Foundation). Réunissant des architectes, des urbanistes et des doctorants en ces disciplines, la rencontre était centrée sur les questions de destruction de villes par la guerre et leur reconstruction. Le titre donné à la rencontre témoigne d'un souci juridique des organisateurs: celui de faire reconnaître comme crime la destruction d'une ville, pour mieux définir un cadre légal de financement-réparation pour la reconstruction. Les intervenants ont cherché dans les expériences de la deuxième guerre mondiale, en Europe comme au Japon, des leçons pour reconstruire des villes comme Alep ou Palmyre. Des idées ont été réunies, puis circulées après la rencontre, pour mettre au point une Charte internationale pour la reconstruction des villes (info M. Hammad).

Les 21 et 22 avril 2016, a été organisée à Varsovie, une conférence dédiée à la mémoire de Khaled al As'ad, intitulée «*Life in Palmyra, life for Palmyra*».

Les 2-4 juin 2016 : *Réunion internationale d'experts pour le suivi de la mise en œuvre du plan d'action de l'UNESCO pour la sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien*, à Berlin, Ministère Fédéral des Affaires Étrangères. Organisée en Séances plénières et en sessions spécialisées parallèles (Communautés locales, Documentation, Activités de renforcement des capacités, Plans de conservation), la réunion mit en coprésence de nombreux spécialistes syriens dispersés aujourd'hui entre différents pays, pour discuter avec des experts de l'Unesco et de pays européens (Allemagne, États-Unis, France, Grande Bretagne, Italie...). Une passion commune pour le patrimoine permet de surmonter les clivages idéologiques et politiques pour mener un dialogue constructif. Le comité organisateur collecta les recommandations des experts en vue d'actions futures. Comme d'habitude en de telles réunions internationales, les discussions de couloir furent intenses et d'un intérêt certain (info M. Hammad).

Le 16 juin 2016, fut organisée à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris, en parallèle à l'exposition *Le Patrimoine s'en va-t-en guerre*, une journée d'études intitulée *De Reims à Palmyre*. Commencée par la lecture d'un texte de Paul Veyne, cette table-ronde s'organisait selon deux thèmes : le premier consacré au «patrimoine comme cible de guerre, du XXe au XXIe siècle», le second à la «Reconstruction ?», avec des représentants de l'UNESCO, de l'ICOMOS, de l'Académie d'Architecture, de l'Union Internationale des Architectes. Furent également rappelés les différents textes et chartes établis depuis 1930.

Le 23 juin 2016, à Beyrouth, au siège régional de l'UNESCO, se tint une réunion de travail dans le cadre du programme UNESCO - Union

Européenne, en association avec la DGAM, l'ICOMOS et l'ICCROM, visant à établir la liste des prochains programmes de travail à effectuer dans le cadre de la conservation du patrimoine.

Le samedi 8 octobre 2016, de 8 h 30 à 17 h, au Palais du Luxembourg à Paris s'est tenu le colloque *L'Orient arabe trahi : un siècle après les accords Sykes-Picot*, organisé par Orient XXI et le Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO), à l'occasion du centenaire du soulèvement arabe contre les Turcs.

Les 2 et 3 novembre 2016, à Paris : *UNESCO International Conference on World Heritage. Sites and Museums*. Au cours de ces journées, le directeur général des Antiquités et des Musées de Syrie, dr. Maamoun Abdulkarim, a dressé un bilan des activités et sauvetages dans le domaine de l'archéologie, en particulier sur le site de Palmyre.

Le 22 novembre 2016, à Paris : journée d'études organisée par l'Académie d'Architecture et l'ICOMOS, portant sur *Images et figurations de la ville : le cas de Palmyre*, en parallèle avec une exposition consacrée à la ville de Siene et ses diverses représentations (ouverture le 8 novembre).

Ces réunions évoquées ne sont qu'un aspect des réflexions conduites actuellement concernant la sauvegarde du patrimoine syrien (et irakien).

D'autres manifestations ont eu lieu dans le monde, que nous ne pouvons énumérer dans cette Lettre : il s'agit uniquement d'un choix restreint conditionné par des informations amicales qui nous ont été transmises, par l'implication de certains de nos membres dans de telles réunions.



Le dîner annuel de notre association

Le samedi 1er octobre, le dîner annuel de l'AFS, en collaboration avec l'Association Médicale Franco-Syrienne, présidée par le Docteur Fayez Hoche, également vice-président de notre association, a rassemblé les membres des deux organisations au Restaurant Dar-Saint Michel avec comme invitée d'honneur Madame Caroline Galactéros, spécialiste de géopolitique et d'intelligence stratégique.

Quelques liens concernant des manifestations culturelles

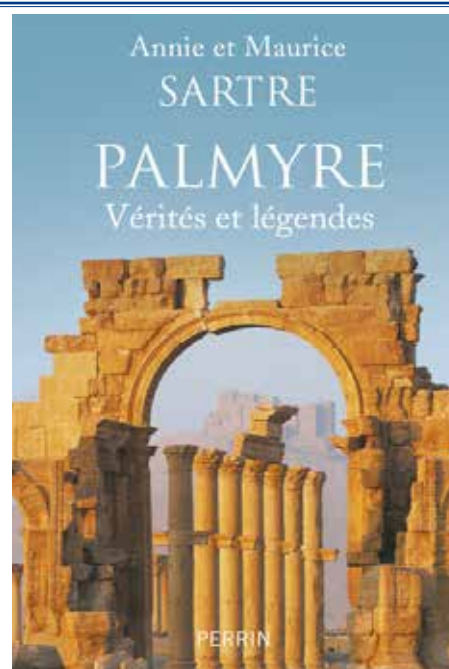
<http://www.louvre.fr/la-ceramique-de-la-vallee-du-qoueiq-en-syrie-collections-du-musee-du-louvre>
<https://www.imarabe.org/fr/spectacles/the-khoury-project-revisite-les-aventures-du-prince-ahmed>
<https://www.imarabe.org/fr/spectacles/dabke>
<https://www.imarabe.org/fr/spectacles/carte-blanche-a-waed-bouhassoun>

A lire

Palmyre. Vérités et légendes, M. Sartre & A. Sartre-Fauriat, Perrin, 2016.

Face au bêtisier qui sévit au sujet de Palmyre en raison d'une actualité dramatique, les auteurs dressent une liste des erreurs largement répandues sur Palmyre et son histoire. Sans le nommer, il s'agit aussi d'une critique de l'ouvrage de P. Veyne (*Palmyre. L'irremplaçable trésor*, Paris, Albin Michel, 2015), qui n'était en fait qu'une reprise de la Préface de l'ouvrage de G. Degeorge (*Palmyre métropole caravanière*, Imprimerie Nationale, 2001), ce que reconnaît l'auteur.

Cité de l'Empire romain, Palmyre n'a jamais été une « principauté » indépendante de Rome, pas plus qu'un état tampon entre Rome et les Perses ; Zénobie n'en a jamais été la reine. Ville de caravaniers, ouverte aux influences de l'Est et de l'Ouest, elle n'en est pas moins caractéristique de la Syrie gréco-romaine, avec ses rues à colonnades, son théâtre, ses thermes, ses maisons à péristyle. D'où tirait-elle sa richesse ? D'où venaient ses habitants ? Quels étaient ses dieux ? Qui furent réellement Odainath et Zénobie ? Pourquoi ce site prestigieux a-t-il suscité autant d'intérêt et de haine ? Quelle a été son importance aux yeux des Syriens, hier et aujourd'hui, et quel est son avenir ? En vingt-neuf chapitres, Annie et Maurice Sartre font le tri entre réalités et légendes sur Palmyre et l'histoire de la Syrie.



Syrie, carrefour des civilisations et des convoitises. Histoire et actualité, D. Destremau & Chr. Sambin, Paris, Les Indes savantes / Rivages des Xantons, 2016.



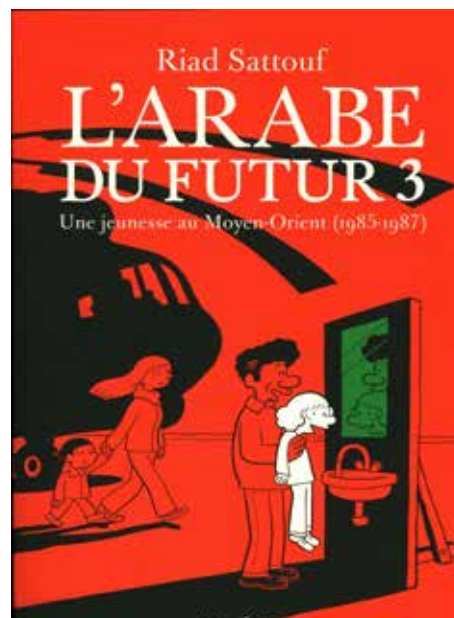
Si la première partie est consacrée à un vaste tour d'horizon historique de la Syrie d'hier, traitant de Damas, d'Alep, de Palmyre, de l'époque chrétienne, de l'Islam ...), la seconde partie est consacrée à la Syrie d'aujourd'hui, évoquant les multiples communautés constituant la population syrienne, la diaspora syrienne, les interventions étrangères dans le conflit syrien, le trafic des antiquités ... soit la situation catastrophique d'un pays en passe d'être

totalelement détruit et vidé de son patrimoine humain et culturel

Les portes du néant, S. Yazbek, Paris, Stock, 2016 (pour la traduction française).



S. Yazbek, figure de l'opposition au régime Assad, vit en exil à Paris depuis 2011. Il s'agit d'un témoignage sur le quotidien des hommes, femmes et enfants ordinaires qui luttent pour survivre dans la région d'Idlib. Elle décrit ce que l'on peut déjà appeler l'une des plus grandes tragédies du XXIe siècle.



L'Arabe du Futur 3, de R. Sattouf, Paris, éd. Allary, 2016, vient de paraître, constituant une suite chronologique des deux volumes précédents, présentés par Chr. Lochon dans sa contribution ici même.

Dernière minute

Le Directeur Général des Antiquités et des Musées, Maamoun Abdulkarim, a répondu, mercredi 2 novembre sur France Inter, aux propositions d'offre d'asile des trésors archéologiques de son pays faites par le Président français ; selon le dr. Abdulkarim, l'ensemble des œuvres syriennes a déjà été mis en sécurité : en outre, la législation syrienne en interdit actuellement toute sortie.

NB.

Nous sollicitons la collaboration des membres de l'AFS pour toute information, contribution, présentation de livres ... Les textes sont à envoyer à l'adresse mail contact@francesyrie.org